COMPTE-RENDU & PROCÈS VERBAL CONSEIL MUNICIPAL - SÉANCE DU 15 SEPTEMBRE 2021

L'an deux mille vingt et un, le quinze septembre à dix-huit heures quarante-cinq, les membres du conseil municipal, se sont réunis à la Mairie, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, conformément aux articles L 2121.10 et 2122.8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date de la convocation : 8 septembre 2021

Étaient présents Bertrand Hauchecorne, Stéphane Roy, Marie-Christine Malet, Eric Couadier, Jean-Claude Yehouessi, Alain Damar, Michèle Dolléans, Corinne Montdamert, François Gabrion, Jean Duval, Marianne Pierre, Séverine Jousselin, Robert Genty, Valérie Hérold.

Était absente excusée :

Caroline Ménager qui a donné procuration à Stéphane Roy

Secrétaire de séance : Alain Damar

Le compte-rendu précédent est approuvé à l'unanimité.

2021 -040

REPRISE DES CONCESSIONS

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.2223-17 et L.2223-18 ;

Monsieur Le Maire informe les membres du Conseil Municipal qu'un état des lieux a été effectué dans le cimetière communal par une élue et une secrétaire.

Celles-ci ont constaté que de nombreuses concessions n'étaient plus entretenues par les familles.

Il est rappelé que les familles ont l'obligation d'entretenir leur concession. Dans la négative et dans le respect de la procédure en vigueur, la reprise de la concession sera engagée après s'être assuré d'un certain nombre de conditions.

La première phase de cette procédure consistera en l'établissement d'un procès-verbal de constat d'abandon.

Ce procès-verbal sera affiché à la porte du cimetière et à la mairie.

Des panneaux seront posés sur les concessions susceptibles d'être reprises, sachant que la reprise d'une concession ne peut être prononcée qu'après un délai de trois ans suivant les formalités de publicité.

Considérant qu'aux termes de la loi, la reprise peut s'appliquer aux conditions suivantes :

- un procès-verbal de constat d'abandon dressé par le Maire précédé d'une convocation par lettre recommandée (et/ou affichage en mairie) des familles à y assister un mois à l'avance ;
- une description précise de l'état de la concession au procès-verbal ;
- la notification du procès-verbal à la famille par lettre recommandée avec accusé de réception portant mise en demeure de rétablir la concession en bon état d'entretien et son affichage en Mairie durant un mois ;
- le maintien d'état d'abandon dans les 3 ans qui suivent les formalités d'affichage ;
- un nouveau procès-verbal à l'issue des 3 ans de l'affichage constatant l'état d'abandon
- une délibération du conseil municipal de reprise de la concession.

Considérant qu'il convient d'engager une procédure de reprise des concessions abandonnées pour un certain nombre de concessions ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- approuve la procédure de reprise des concessions.

Le PLU intercommunal ou communautaire (PLUi) est instauré par la loi portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) du 12 juillet 2010. L'intercommunalité est une échelle pertinente, reposant sur un bassin de vie, pour coordonner les politiques d'urbanisme, d'habitat et de déplacement. En outre, cette échelle favorise la mutualisation des moyens et la solidarité des territoires

Conformément à l'article 136 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (loi ALUR), l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale peut à tout moment se prononcer par un vote sur le transfert de la compétence PLU.

S'il se prononce en faveur du transfert, cette compétence est transférée à la communauté, sauf si au moins 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population s'y opposent dans les trois mois suivant le vote de l'organe délibérant de l'EPCI.

Les communes sont confrontées à des textes réglementaires qui évoluent très vite et qui imposent de limiter de manière drastique l'artificialisation des sols.

L'obligation de diviser par deux la consommation d'espace naturel ou agricole par rapport à la consommation foncière des dix dernières années sera nécessairement inscrite dans le SCoT en cours d'élaboration sur le territoire du PETR Pays Loire Beauce. Cela impose que les notions de « tache urbaine », « dents creuses » et « coups partis » soient clairement définies pour ne pas être comptabilisées dans la consommation foncière. Ce travail est en cours avec l'aide des spécialistes de TOPOS (Agence d'Urbanisme des Territoires de l'Orléanais).

Contrairement à la Communauté de Communes de la Beauce Loirétaine qui a défini des règles communes dans le cadre de leur PLUi, la Communauté de Communes des Terres du Val de Loire ne peut présenter en matière de consommation foncière que des dossiers dispersés, avec autant de situations qu'il existe de communes.

Or, il sera plus efficace de négocier avec les services de l'Etat et la Chambre d'Agriculture sur un projet global d'aménagement du territoire portant à la fois sur la consommation d'espace, l'organisation de l'habitat et les déplacements du quotidien.

Ce PLUi, intégrant les volets Habitat et Déplacement (PLUi-H-D), prendra en compte et confortera les situations existantes (PLU approuvés) et les souhaits des communes (PLU en cours de révision et cartes communales) par des échanges entre les communes.

Conformément à l'article L.153-8 du Code de l'Urbanisme, le PLUi-H-D sera élaboré en collaboration avec les communes membres. Le Conseil communautaire, après avoir réuni la Conférence des Maires, arrêtera les modalités de cette collaboration dans le cadre d'une charte de gouvernance.

Cette charte de gouvernance aura notamment pour objectifs de :

- Exprimer le projet de territoire des communes membres et de la CCTVL ;
- S'adapter à la diversité du territoire en préservant les identités communales ;
- Permettre la représentativité des communes et leur participation active ;
- Faciliter la circulation des informations et la co-construction ;
- Fixer des règles d'arbitrage en précisant les circuits de réflexion, de concertation et de validation ;
- Valoriser et conforter les PLU existants en partageant les bonnes pratiques ;
- Prévoir des cahiers communaux permettant aux communes de préciser et de préserver leur identité architecturale et paysagère.

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, le Maire gardera la signature et la responsabilité des autorisations d'urbanisme, sans aucun changement ni pouvoir supplémentaire pour le Président de la Communauté de Communes.

Par délibération n°2021-127 du 8 juillet 2021, le Conseil communautaire a décidé, à l'unanimité des suffrages exprimés, de transférer à la Communauté de Communes des Terres du Val de Loire la compétence Plan Local d'Urbanisme avec des volets Habitat et Déplacement.

Le Conseil municipal peut se prononcer par délibération jusqu'au 15 octobre 2021 sur cette prise de compétence. A défaut de délibération dans ce délai, son avis est réputé favorable.

Après en avoir délibéré, il est proposé au Conseil municipal de :

1°/ APPROUVER LE TRANSFERT de la compétence Plan Local d'Urbanisme avec des volets Habitat et Déplacement à la Communauté de Communes des Terres du Val de Loire ;

- 2°/ DÉFINIR avec les communes membres et la CCTVL, dans le cadre d'une charte de gouvernance, les modalités de collaboration dans l'élaboration du PLUi-H-D ;
- 3°/ APPROUVER la modification des statuts de la Communauté de Communes y afférente ;
- 4°/ DÉLEGUER Monsieur le Maire pour informer la Communauté de Communes et la Préfecture du Loiret de l'approbation de la modification des statuts ;
- 5°/ AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document afférent.

	AVIS SUR LA VENTE D'UN TERRAIN SUR LES BORDS DE LOIRE
--	--

Un office notarial d'Orléans souhaite notre avis sur une éventuelle préemption d'une parcelle boisée située au lieu-dit « l'herbage ».

Bien qu'intéressé, le conseil municipal a estimé le prix trop élevé et ne souhaite donc pas préempter.

2021 - 042	GARANTIE COMMUNALE
-------------------	---------------------------

Le groupe 3f Centre Val de Loire – dont le siège est situé à Blois – a sollicité la Commune, afin d'obtenir la garantie d'emprunt d'un prêt contracté pour la construction de 6 logements locatifs sociaux « séniors », situés rue du Stade.

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessus :

Vu les articles L2252-1 et L2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'article 2298 du Code Civil,

Vu le contrat de prêt n°125775 en annexe signé entre : 3F centre val de Loire, Société anonyme d'habitations à loyer modéré, ci-après l'emprunteur, et la caisse des dépôts et consignations ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- Accorde sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 522 078 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignation, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°125775 constitué de 5 lignes du prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

- o La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.
- S'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

2021 - 043	PROJET CLASSES DE DECOUVERTES
-------------------	--------------------------------------

L'équipe enseignante nous font part de leur souhait d'organiser des classes de découvertes, les classes concernées seraient :

- CP & CE1 : Ingrandes – séjour de 5 jours pour un tarif individuel de 265 euros
- CE2, CM1 & CM2 : Saint Jean de Mont – séjour de 10 jours pour un tarif individuel de 510 euros

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- Propose de prendre en charge 40 % du cout du séjour résiduel après aide du Conseil départemental, pour les enfants domiciliés sur la commune, soit 106 euros x 47 élèves (CP&CE1) : 4 982 €, et 204 € x 58 élèves : 11 832 €. Montant total de l'aide : 16 814 €

QUESTIONS DIVERSES

➤EFFECTIFS

Un point sur les effectifs est effectué suite au remplacement de deux personnes en congé maternité, et d'une demande de disponibilité.

➤REUNION PUBLIQUE

Une réunion publique de concertation sera organisée le samedi 8 janvier 2022, de 9h à 11h30 à la salle polyvalente. Le thème sera la mise en place du plan piétons-vélos, la définition du parcours de santé et l'éventuelle mise en place d'une zone 30.

Cette réunion sera suivie des vœux de la municipalité.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour, la séance est levée à 20h30

Prochain conseil municipal :

20 octobre 2021 à 18h45

NOM	SIGNATURE	NOM	SIGNATURE
B. HAUCHECORNE		A. DAMAR	
R. GENTY		C. MONTDAMERT	
C. MENAGER	Absente a donné procuration à Stéphane Roy	E. COUADIER	
S. ROY		V. HEROLD	
MC. MALET		J. DUVAL	
F. GABRION		S. JOUSSELIN	
JC. YEHOUESSI		M. PIERRE	
M. DOLLEANS			